

Table ronde avec la société civile

Transcription d'une allocution de l'honorable John Manley Ministre des Affaires étrangères du Canada

Merci, Monsieur le Président. Je me réjouis d'être ici pour participer à cette nouvelle discussion.

Comme vous l'avez mentionné, tant le ministre du Commerce international que moi-même avons pris part à des rencontres avec bon nombre des personnes qui sont autour de cette table. En outre, nos représentants se sont rencontrés à maintes reprises — je crois qu'il y a eu des réunions avec un total de 1 000 représentants — au cours des mois qui ont précédé cet important Sommet.

De nombreux groupes — en fait, je pense, tous les groupes qui se trouvent autour de la table — ont apporté d'importantes contributions aux travaux préliminaires au Sommet. J'ai avec moi le livre intitulé *Contribution de la société civile au processus du Sommet des Amériques*, qui est une combinaison des déclarations et des recommandations qui nous sont parvenues. Cette information a été fournie au Sommet et aux chefs de gouvernement qui y participent ainsi que d'autres informations concernant les résultats d'autres sommets, dont le Sommet de la jeunesse, celui des maires, celui des peuples autochtones et le Sommet des peuples, leur ont aussi été fournies. Cette contribution a donc déjà été transmise.

Pierre et moi-même rencontrerons le Premier ministre Chrétien après cette discussion d'aujourd'hui, afin de le tenir au courant des sujets qui auront fait l'objet de cette discussion et de l'information que nous recevrons.

Je sais qu'il estime important de recevoir l'information reliée aux discussions en cours ici, et je suis certain que, dans la préparation du plan d'action, plusieurs choses témoigneront des mémoires que nous avons reçus jusqu'à maintenant.

Je puis vous dire, par exemple, que la clause sur la démocratie a suscité une ample discussion. Nous considérons cette clause comme un résultat capital du Sommet. Pendant des mois, elle a été fermement soutenue par de nombreuses organisations, de nombreux groupes, aussi divers que le Centre Carter, Participa du Chili, FOCAL du Canada, et bien d'autres.

Nous avons vu l'appel de Transparency International en faveur de la convention de l'OEAC contre la corruption. Les travaux seront évidents à cet égard. Les dirigeants autochtones qui se sont réunis, tant à Guatemala qu'à Ottawa, ont exhorté à la prise de mesures en matière d'éducation, de santé et de responsabilité sociale des entreprises.